

## **Les charges déductibles**

### **L'exercice de rattachement des charges**

En vertu du principe d'indépendance des exercices, comme pour les produits l'exploitant individuel ne peut rattacher que les charges qui lui reviennent.

Les charges qui ont été engagées au cours d'un exercice mais qui concernent l'exercice suivant doivent être inscrits dans un compte de charges constatées d'avance et ne sont pas déductibles fiscalement de l'exercice N (exemple loyer commercial de Janvier N +1 payé en décembre N).

Jusqu'en 2005, les entreprises avaient la possibilité d'étaler ou de différer certaines charges sur plusieurs exercices (compte résultat). Il s'agit par exemple de charges liées à l'acquisition d'immobilisations (frais de notaire, frais d'actes). Ces doivent être dorénavant incluses dans le coût d'achat des immobilisations (déduction par le biais des amortissements) ou être déduites entièrement en une seule fois du compte résultat par le biais de compte de charges

Pour les frais d'établissement (frais de constitution de sociétés, frais d'augmentation de capital), l'entreprise a le choix de les déduire entièrement en un seul exercice du compte résultat ou les amortir sur 5 ans selon le mode linéaire comme certaines immobilisations

### **La déduction des frais généraux**

#### **Les conditions de fond**

Une charge n'est déductible que si elle est engagée dans **l'intérêt de l'entreprise**.

La déduction d'une charge et qui n'a pas été engagée dans l'intérêt de l'entreprise est considérée comme un acte anormal de gestion. Elle doit être réintégrée du point de vue fiscal au résultat comptable pour être imposée.

**Les dépenses somptuaires** (dépenses de chasse, pêche, de yacht, de résidence secondaires) ne sont jamais déductibles quelque soit leur montant.

L'amortissement d'un véhicule de tourisme fondé sur un prix d'achat excédant 18300 Euros est considéré comme une dépense somptuaire

#### **Exemple**

L'entreprise DUBOIS a dégagé un bénéfice comptable pour l'année N de 30000 Euros. L'entrepreneur a acheté le 1/01/N un véhicule de tourisme pour une valeur de 25000 Euros. Ce véhicule est amorti sur 5 ans (mode linéaire): soit  $25000/5 : 5000$ . L'entrepreneur a donc enregistré une dotation aux amortissements de 5000 Euros pour l'année N

Du point de vue fiscale cette dotation est une dépense somptuaire. L'entrepreneur doit amortir son bien sur la base de  $18300 / 5 = 3660$  Euros. Il doit donc réintégrer au Résultat comptable la somme de 1340. Le résultat fiscal sera de  $30000 + 1340 = 31340$

Les véhicules polluant (taux de dioxyde de carbone 200g/Km ne peuvent être amortis que sur la base de 9900 Euros

#### La distinction entre charges et immobilisation

Les immobilisations ne sont pas déduites immédiatement (exercice de leur acquisition) mais au rythme de leur amortissement

Lorsqu'une entreprise engage des frais permettant de **prolonger la durée de vie d'une immobilisation** et ou augmente sa valeur (remplacement d'une partie d'une machine qui permet d'accroître sa capacité ou qui augmente substantiellement la qualité des produits fabriqués), ces frais sont à inscrire à l'actif du bilan (il s'agit du règle comptable/ le droit fiscal reprend ce même principe). Dans ce cas les frais engagés sont déductibles au rythme des amortissements

.Les réparations et l'entretien courant sont des charges déductibles

L'achat de petit matériel de bureau d'une valeur inférieure à 500 Euros peut être enregistré comme une charge courante et déduit de l'exercice comptable de l'année d'achat

#### Conditions de forme de la déduction des charges

Les entreprises individuelles doivent déclarer certains frais généraux dans un cadre :spécial de la déclaration des résultats

Il s'agit de cadeaux de toute nature à l'exception des cadeaux publicitaires d'une valeur inférieure à 30 Euros TTC si la valeur des distributions dépasse pour l'année 3000 Euros

Des frais de restaurant, de réception, et de spectacles dépassant 6100 Euros au cours - de l'année

#### L'analyse de la déductibilité des charges décaissées

Les sanctions pécuniaires (pénalités fiscales, pénalités infligées en matière de concurrence, les amendes pénales) ne sont pas déductibles.

Pour les charges liées à l'immeuble, revoir cette question dans le chapitre "les produits .imposables

Les opérations de crédit bail portant sur un véhicule de tourisme :Concernant la déductibilité des amortissements d'un véhicule de tourisme pris en crédit bail, l'entreprise locatrice ne peut déduire de loyers que dans la limite du plafond fixé soit 18300 Euros

: Exemple

Une société prend en location un véhicule de tourisme en crédit bail et paie un loyer mensuel de 420 Euros soit pour une année  $420 \times 12 : 5040$  Euros. Si elle avait acheté ce véhicule elle aurait déduit  $18300/5 : 3660$  Euros. L'entreprise doit réintégrer au résultat comptable  $5040 - 3660 : 1380$  Euros

Ce principe ne s'applique que si la durée de location est supérieure à 3 mois

### **Les frais d'assurance au profit de l'entreprise**

L'assurance vie est un concept générique qui regroupe souvent deux types de contrats: une assurance décès (une personne s'assure et désigne sa famille comme bénéficiaire) et un placement financier: une personne verse des primes à une société et touche un capital à la fin du contrat

Si l'entreprise souscrit un contrat d'assurance au profit d'un collaborateur qui n'est pas un homme clef (comme un directeur, dirigeant), les primes ne sont pas déductibles annuellement. Elles le sont en fin de contrat lorsque les primes touchées deviennent imposables. Il s'agit donc d'un placement financier

### **Les contrats homme clefs**

Les primes versées dans le cadre d'une assurance homme clef **sont déductibles annuellement à condition que le capital versé présente un caractère indemnitaire c à d qu'il garantit les pertes d'exploitation** liées à la disparition d'un "homme clef" ((l'homme clef peut être le directeur de la production, le directeur financier  
**L'indemnité d'assurance perçue peut être étalée sur 5 années**

Si le contrat prévoit le remboursement d'une somme forfaitaire sans référence aux pertes d'exploitation il s'agit d'un placement financier classique (les primes ne sont pas déductibles annuellement)

### **Contrats souscrits au profit d'un organisme financier (assurance décès garantissant le .remboursement d'un emprunt**

Lorsque la souscription d'une assurance est imposée par la banque, la prime payée par l'entreprise est déduite annuellement. L'indemnité versée par la compagnie peut être étalée sur 5 ans

Une entreprise emprunte la somme de 300 000 Euro à une banque. L'entreprise a souscrit une assurance obligatoire. Tous les ans une prime est payée à l'assurance mais elle est déduite du résultat. Si au moment du décès du chef d'entreprise, l'emprunt n'a été remboursé qu'à hauteur de 50%. La compagnie d'assurance verse au banquier 150 000 euros et l'entreprise se trouve ainsi libérée de sa dette. Elle réalise ainsi un profit imposable de 150 000 Euros. L'entreprise peut étaler l'imposition sur 5 années

Lorsque l'assurance est facultative, la déduction des sommes ne peut se faire qu'au moment du versement de la prime

### **Contrats d'assurance souscrits au profit du personnel de l'entreprise**

A la différence des situations précédentes, dans ce cas ce n'est pas l'entreprise qui est désignée comme bénéficiaire dans le contrat mais un salarié. C'est donc le salarié qui touchera l'indemnité qui est considérée lors de l'imposition de son revenu comme un complément de salaire. C'est donc lui qui sera imposé et non l'entreprise lors de la perception de la prime. Par contre, l'entreprise peut déduire annuellement les primes versées à la compagnie

#### Frais de réception et de transport

Frais de repas. L'administration considère que le coût d'un repas pris à la maison est de 4.10 euro. Le coût d'un repas pris à l'extérieur étant de 15.5 euro pour 2005. L'administration ne permet que la déduction de la différence s'il a pris un repas à l'extérieur soit 11.4

#### **Les charges de personnel : salaire et charges sociales de l'exploitant**

.La rémunération que peut se verser à soi même l'exploitant n'est jamais déductible

L'exploitant cotise à la sécurité sociale dans le régime des travailleurs indépendants (régime traditionnellement moins favorable que celui des salariés). Le régime des travailleurs indépendants a été amélioré depuis la loi Madelin 1994. Désormais le travailleur indépendant bénéficie de la même protection sociale que les salariés à condition de payer des cotisations plus fortes que le salarié. Il ne bénéficie pas à la différence du salarié d'indemnités chômage. Les cotisations sociales sont intégralement déductibles du compte résultat lorsqu'elles concernent le régime de base (vieillesse, maternité, invalidité, maladie) ainsi que celles relatives aux régimes (complémentaires obligatoires (retraite, maladie

La cotisation à des régimes facultatifs est plafonnée. En 2005, pour l'assurance vieillesse la déduction maximale est de 55855 Euros. Pour la perte d'emploi la déduction maximale autorisée était de 4529

#### Les prélèvements sur stock effectués par l'exploitant

Si l'exploitant prélève des matières premières ou des marchandises en stock et ce pour sa consommation personnelle, il doit comptabiliser l'opération comme une vente à lui-même. Le prix de vente inscrit dans le compte résultat peut être aligné sur le prix de revient des marchandises sans inclure aucune marge bénéficiaire. De cette façon l'opération est neutre du point de vue fiscal

#### Les prélèvements portant sur des immobilisations

Lorsque l'exploitant décide de retirer un actif immobilisé du bilan pour ses besoins personnels (patrimoine privé), il doit comptabiliser l'opération comme une vente à soi même soumise au régime des plus ou moins values professionnelle

#### Le statut du conjoint de l'exploitant

Il est très fréquent que la femme de l'entrepreneur participe à l'activité professionnelle de l'entreprise individuelle

Cette participation peut se faire dans le cadre de plusieurs statuts sur le plan juridique et fiscal

### Statut de co-exploitant

Dans ce cas, le conjoint est inscrit comme commerçant au registre du commerce. Il bénéficie des mêmes droits et obligations que le commerçant. La femme de l'exploitant ne peut déduire une rémunération du compte résultat. Elle bénéficie des mêmes droits en matière de déduction des cotisations sociales

### Statut de conjoint collaborateur

La femme de l'exploitant est inscrite au registre du commerce comme un conjoint collaborateur (et non comme un salarié). Elle ne perçoit pas de salaire (salaire non déductible), mais les cotisations versées à la sécurité sociale sont déductibles du résultat de l'entreprise. Mais cette protection sociale est minimale (minimum vieillesse)

### Statut du conjoint salarié

C'est le statut le plus protecteur pour le conjoint. Depuis 2006, quelque soit le montant de la rémunération versée, ce montant est déductible. Néanmoins pour les entreprises non adhérentes à un centre de gestion agréé la déductibilité des rémunérations est limitée à 13800 Euros par an si les époux sont mariés selon le régime de la communauté des biens

Pour le conjoint salarié, les charges sociales sont déductibles dans les mêmes conditions que celles des salariés

### La déduction des impôts et taxes

Un certain nombre de taxes payées par l'entreprise sont en principe déductibles. Il en est ainsi de

La taxe sur les salaires

Taxe d'apprentissage

Participation des employeurs à l'effort de la construction

Taxe professionnelle

Participation à la formation continue

Contribution sociale généralisée (CSG)

### Les frais de recherche

Les frais de recherche engagés par une entreprise et qui n'aboutissent pas à une invention, sont considérés comme une charge déductible du compte résultat

Lorsque les recherches sont couronnées de succès (brevet), l'entreprise a le choix d'immobiliser à l'actif du bilan le coût de revient

L'entreprise peut cependant choisir de déduire du compte résultat les frais engagés et qui ont abouti à une invention. Cependant dans ce cas elle doit renoncer à inscrire ces frais dans le bilan

### Le régime des brevets

Les dépenses liées aux brevets peuvent être inscrits au bilan ou être traitées comme une charge immédiatement déductible

:La loi accorde certains avantages aux brevets

La durée d'amortissement de cet élément incorporel est de 5 ans alors que la durée de monopole est de 20 ans

En cas de cession du brevet, la plus value qui serait dégagée est considérée comme - Une plus value à long terme

Exonération des droits de propriété intellectuelle pour le calcul de l'impôt de - solidarité sur la fortune

#### Le régime des logiciels, des sites internet

Certains avantages accordés aux brevets ne sont pas applicables à la création de logiciels, ni aux sites internet. Mais ces derniers bénéficient de quelques mesures de :faveur

Si ces logiciels, sites, sont créés par l'entreprise, cette dernière peut déduire - immédiatement du compte résultat

Si ces logiciels sont acquis à l'extérieur ils peuvent être déductibles sur une période - de 12 mois

#### .Compte de l'exploitant débiteur

Lorsqu'un exploitant contracte un emprunt c'est pour financer des investissements ou pour combler un besoin de trésorerie. Si l'emprunt est utilisé pour des besoins personnels (privés), les intérêts ne sont pas déductibles (charges non engagées dans .(l'intérêt de l'entreprise

Dans ce cas une partie (si l'emprunt est utilisé en partie pour les besoins privés) de ces .intérêts doit être réintégrée dans le compte résultat

La quote - part (pourcentage) non déductible des charges financière est déductible : dans le cadre du rapport suivant

#### Solde débiteur moyen annuel du compte l'exploitant

Montant moyen des prêts et avances de l'exercice

#### Exemple

Un exploitant individuel a financé un investissement par un emprunt de 14000 Euros contracté le 01 Avril 2005. Les intérêts courus sont de 1500 Euros pour 2005. De plus, l'exploitant s'est fait accorder un découvert bancaire de 9000 Euros le 01 Mai .2005. Les agios dus au titre de 2005 se sont élevés à 1200 Euros

Evolution du compte bancaire de l'exploitant				Solde
Euros 3000 +				01/01/2005
Prélèvement Personnel - 4000 Euros	-1000 Euros			31/03/2005
Apport	+2100 Euros	+1100 Euros		01/08/2005

Prélèvement Personnel	- 4600 Euros	-3500 Euros	30/09/2005
Déficit	-2500 Euros	- 6000 Euros	31/12/2005

: Le solde moyen du compte de l'exploitant

Solde positif **+3000** du 01/01/2005 au 30/03/2005 soit **3 mois** soit **+3000 \*3**

Solde négatif – 4000 du 31/03/2005 au 31/07/2005 soit 4 mois soit **- 1000\* 4**

Solde positif +1100 du 01/08/2005 au 29/09/2005 soit 2 mois soit **+1100\*2**

Solde négatif -3500 du 01/10/2005 au 31/12/2005 soit 3 mois soit **- 3500\*3**

: Solde moyen du compte de l'exploitant en 2005

Euros 275 - =  $\frac{(3*3500-) + (2*1100) + (4*1000-) + 3*3000-}{\text{mois } 12}$

(Montant moyen des prêts et avances en 2005 :  $\frac{14000 * 9 (\text{mois}) + 9000 * 8 (\text{mois})}{\text{mois } 12}$

Soit 16500 Euros

: Quote - part des charges financières non déductibles en 2005

Les intérêts 1500 +1200 soit  $\frac{3700 \text{ Euros} * 275 \text{ Euros}}{\text{Euros } 16500} = \mathbf{45 \text{ Euros}}$

#### Les abandons de créance

Une entreprise abandonne parfois une créance qu'elle détient sur un client soit parce que ce dernier est dans une mauvaise situation financière, soit parce qu'ils sont dans .(une situation de dépendance juridique (société mère – filiale

Cet abandon de créance est admis du point de vue fiscale s'il s'agit d'un acte de gestion normal. Autrement dit si l'entreprise consent cet effort pour un client avec qui elle a déjà une certaine relation d'affaires. Dans ce cas, la charge est déductible du compte résultat de l'entreprise qui consent l'abandon de créance

#### Les dons et oeuvres sociales: le mécénat

L'Etat Français encourage les entreprises à financer par des dons les œuvres à ...vocation humanitaire, culturelles, éducative, sportive

Pour ces opérations de Mécénat, les entreprises bénéficient d'un crédit d'impôt égal à 60% du montant des dons. Autrement dit, les entreprises voient ainsi leur impôt à payer baisser d'un montant égal à 60% des dons mais dans la limite **de 5 pour milles** .du chiffre d'affaires hors taxe

Dans ce cas l'Etat finance à hauteur de 60% (perte d'impôts) et l'entreprise à hauteur .de 40%

Lorsque le montant du don est supérieur à 5 pour milles du chiffre d'affaires (plafond de déduction), l'excédent non déductible pour cette année, peut être déduit dans les 5 années suivantes à condition toujours que le montant de 5 pour milles ne soit pas dépassée

#### Exemple

Le chiffre d'affaires de l'entreprise DUPONT est de

Euros Dons effectués 6000 Euros 000 1020 - 2003

Euros Dons effectués 7200 Euros 000 900 - 2004  
Euros Dons effectués 4000 Euros 000 1400 - 2005  
Euros Dons effectués 8000 Euros 000 1500 - 2006  
Euros Dons effectués 4000 Euros 000 1300 - 2007

Calcul du montant déductible des dons pour chaque année

Années	C.A	Plafond de déduction 5 pour milles du C. Affaires	DONS	Dons de l'année ouvrant droit à la réduction d'impôt	Dons reportés dans la limite de 5 ans	Dons Des années antérieures ouvrant droit à la réduction d'impôt	Dons pris en compte pour la réduction d'impôt de l'année	Réduction D'impôt
--------	-----	---	------	--	---------------------------------------	--	--	-------------------

2003	1020000	5100 Soit 1020000 * 5/1000	6000	<b>5100</b>	soit <b>900</b> – 6000 5100		5100	<b>3060</b> soit *5100 60/100
2004	000 900	4500	7200	<b>4500</b>	<b>2700</b> 7200- 4500		4500	<b>2700</b> soit *4500 60/100
2005	1400000	7000	4000	4000		) <b>900</b> et (2003 ) <b>2100</b> (2004 Si on prend 2700 de 2004 on dépasse 7000. <b>Reste 600 de 2004 non déduit</b> Soit 2700 - 2100	7000 Soit <b>4000+900 +2100</b>	<b>4200</b> soit 7000* 60/100
2006	1500000	7500	8000	7500	<b>500</b>		7500	<b>4500</b> soit 7500*60 /100
2007	1300000	6500	4000	4000		de 600 2004 et de 500 2005	soit 5100 600+ 4000 500 +	3060 soit 5100*60 /100



--	--	--	--	--	--	--	--	--

## Les amortissements

Les amortissements visent à représenter la perte de valeur d'une immobilisation  
 .eu cours de l'exercice

### Conditions générales de déductibilités des amortissements

L'amortissement doit :

Correspondre à la dépréciation effective du bien-  
 Etre constaté en comptabilité-  
 « Concerner un « bien déductible-

Depuis le 01/01/2005, les entreprises doivent pratiquer de nouvelles règles  
 en matière d'amortissement (en raison de nouvelles normes internationales,  
 .(normes International Financial, Reporting, Standards IFRS

Avant 2005 une immobilisation était amortissable selon un rythme unique (linéaire ou  
 dégressif) quelque soit ses composants. Désormais si une immobilisation est  
 composée de divers éléments distincts et que ces éléments s'usent selon un rythme  
 différent, il faut réaliser les amortissements différents en fonction de l'usure de ces  
 .composants. C'est la nouvelle méthode de l'amortissement par composant

Un immeuble est amorti sur 30 ans. Si la toiture de l'immeuble est complètement usée  
 dans un délai de 15 ans, il faut ventiler le coût de l'immeuble en deux composants: la  
 structure amortie en 30 ans et la toiture en 15 ans

En dehors des immeubles cette nouvelle règle s'applique aux camions (pneus,  
 .moteur), aux machines industrielles

La règle de l'amortissement par composant n'est obligatoire que lorsque la  
 dépréciation par composant est significative. La dépréciation ne s'applique pas si le  
 coût du composant est inférieur à 500 Euros, ou si elle est inférieure à 15% du coût du  
 .matériel mobilier ou à 1% pour les immeubles

Si la durée d'utilisation (usure) du composant est égale à 80% de la durée  
 d'utilisation de l'immobilisation l'utilisation de la méthode par composant  
 .n'est pas obligatoire

### **Immobilisations amortissables**

Immobilisations corporelles : il n'y a que les terrains qui ne peuvent pas  
 faire l'objet d'amortissements

Immobilisations incorporelles: elles ne sont pas amortissables (exp éléments du fonds de commerce comme le droit au bail, la clientèle. Néanmoins dans une décision le conseil d'Etat a admis sous certaines conditions l'amortissement de certains éléments du fonds de commerce) mais les brevets sont amortissables sur une durée de 5 ans

### **Méthode d'amortissement**

**Amortissement linéaire** : Dépréciation de manière égale sur la durée de vie du bien. C'est le régime de droit commun

Les durées d'amortissement sont fixées par des usages (l'Administration ne remet pas en cause les durées d'amortissement inférieures de 20% aux usages

: Taux de vigueur

Immobilisations	Taux	Durée
Immeubles industriels	par année 1/20	ans 20
Immeubles commerciaux	1/25	ans 25
Bâtiments légers	ou 1/15 1/10	à 15 ans 10
Matériel industriel	ou 1/10 1/5	à 10 ans 5
Mobilier de bureau	1/10	ans 10
Véhicule de tourisme	1/5	ans 5
ordinateurs	1/3	ans 3

**Le point de départ de l'amortissement linéaire est la date de mise en (service du bien (1 ère année prorata temporis**

**L'amortissement dégressif**: Concerne les biens qui perdent rapidement de la valeur. Les premières annuités d'amortissement sont fortes. Cette méthode est facultative du point de vue comptable

Du point de vue fiscal, l'amortissement dégressif ne peut être pratiqué que pour une certaine catégorie d'immobilisations (matériel d'occasion ne peut être amorti en dégressif de même que le matériel dont la durée d'utilisation : (est inférieure à 3 ans

: Catégories de biens amortissables en dégressif

, Matériel et outillage industriels-

Matériel antipollution -

Matériel techniques ou scientifique affecté à la recherche -

Installation produisant de l'énergie-

Installation destinée à l'épuration des eaux et à l'assainissement de-  
l'atmosphère

Camions (capacité de charge supérieure à 2 Tonnes). Les -  
camionnettes et les véhicules de tourisme ne peuvent être amortis en  
dégressif

Installation de sécurité ou médico-social-

Immeuble et matériel des entreprises hôtelières-

(Bâtiments industriels (durée d'utilisation ≤ 15 ans-

Equipements informatiques et machines de bureau-

### **Coefficients de l'amortissement dégressif**

<b>Durée de vie du bien</b>	<b>Coefficients dégressifs</b>	
	Avant le 01/01/2001	A partir du 01/01/2001
et 4 ans 3	1.5	<b>1.25</b>
et 6 ans 5	2	<b>1.75</b>
Pus de 6 ans	2.5	<b>2.25</b>

Le point de départ de l'amortissement dégressif est la date d'acquisition

### **Remarque concernant les biens amortis**

Les biens acquis sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Les immobilisations apportées gratuitement sont inscrites à leur valeur vénale (valeur du marché). Les immobilisations créées par l'entreprise sont inscrites au bilan pour leur coût de production. Les biens n'ouvrant pas le droit à la déduction de TVA (exemple véhicule de tourisme) sont inscrits au bilan pour leur prix TTC

Les biens acquis avec une clause de réserve de propriété peuvent être  
(amortis chez l'acheteur avant le paiement (sauf pour les immeubles

### **Limitation du montant de l'amortissement déductible pour les biens donnés en location au profit d'un membre de l'entreprise**

Lorsque la location d'un bien figurant à l'actif a été faite au profit du dirigeant ou de l'un de ses salariés, l'amortissement déductible ne peut dépasser le montant du loyer perçu augmenté de l'avantage en nature déclaré mais diminué du montant des charges afférentes à ce bien. Cette disposition complexe a été prise pour éviter que les entreprises mettent à disposition de leur dirigeant des biens soit gratuitement soit au prix d'un faible loyer

(La perte du droit à l'amortissement est provisoire (amortissement différé

### Exemple – Sujet DECF 1997

Monsieur MURIER a acheté un appartement en 2002. Cet immeuble figure à l'actif du bilan pour un montant de 160000 Euros (amortissement linéaire sur 20 ans). Cet appartement a été mis à la disposition du directeur commercial. L'entreprise a encaissé un loyer de 3840 Euros par an pour ce logement et a déclaré à l'administration un avantage en nature de 2720 Euros. Au cours de cette année l'entreprise a comptabilisé 720 Euros de frais pour ce logement.

#### Montant de l'amortissement déductible

Amortissement déduit :  $160\,000/20 \text{ ans} : 8000$

Amortissement déductible :  $3840 \text{ loyer} + 2720 \text{ (avantage en nature)} - 720 \text{ (charges)}$

Soit  $8000 - (3840 + 2720 - 720)$  soit  $8000 - 5840 : 2160$  (fraction d'amortissement à réintégrer)

#### **L'Amortissement dérogatoire (ou exceptionnel) :**

Il s'agit non pas d'une dépréciation économique mais d'une mesure qui a pour objectif de favoriser l'investissement

#### Définition et traitement comptable

L'amortissement dérogatoire est un amortissement calculé sur 12 mois. Il correspond au supplément d'amortissement fiscal par rapport à l'amortissement économique du bien

: En présence d'amortissement dérogatoire, il faut pratiquer un double enregistrement

L'amortissement technique (linéaire) est comptabilisé comme une charge (compte 681) et vient à l'actif en diminution de la valeur d'origine (compte 28)

D	C	
Dotation aux amortissements et provisions	681	
Amortissement		28

L'entreprise complète l'amortissement linéaire par un supplément (dotation . (dérogatoire

D	C	
Dotation aux amortissements et aux provisions	687	
Amortissement dérogatoire		145

Lorsque la dotation fiscale devient inférieure à la dotation économique la différence est prélevée sur le compte de la provision réglementée par le biais d'un compte de reprise sur provisions réglementée

D	C
Amortissement dérogatoire	145
Reprise sur provisions Réglementées	787

Les biens qui peuvent bénéficier de l'amortissement dérogatoire  
:sont principalement

Les logiciels-  
Les biens destinés à économiser de l'énergie-  
Les biens destinés à lutter contre la pollution ou le bruit-  
(Les véhicules non polluant (GPL – électrique-  
Les biens acquis grâce à une prime d'aménagement du territoire,-  
.prime de développement régional, prime d'orientation agricole

Immeubles anti - pollution -

Exemple

Une entreprise achète un logiciel le 01/10/2005 pour un prix Hors taxe de 45000 Euros. L'amortissement linéaire se calcule sur 5 ans et l'amortissement dérogatoire sur 12 mois

Amortissement dérogatoire

Exercice 2005 :  $45000 \times 3/12 = 11250$   
Exercice 2006 :  $45000 \times 9/12 = 33750$

Total : 45000

Années	Dotation linéaire	Dotation fiscale	Dotation dérogatoire
9000 +	11250	(3/12*1/5*45000) 2250	2005
24750 +	33750	9000	2006
9000 -	0	9000	2007
9000-	0	9000	2008
9000 -	0	9000	2009
6750-	0	6750	2010

A partir de 2007 l'annuité linéaire est supérieure à la dotation dérogatoire, il faut donc annuler les dotations dérogatoires par le biais d'un compte de reprise

#### Enregistrement de l'amortissement linéaire

D	C		
Dotation aux amortissements et provisions		681	
Amortissement des immobilisations			280
-			

#### Enregistrement de la dotation dérogatoire

D	C		
Dotation aux provisions réglementées		687	
Amortissement dérogatoire			145

#### Reprise de l'amortissement dérogatoire

D	C		
Amortissements dérogatoires		145	
Reprise sur provisions réglementées			787

Dans certaines situations, le passage d'un amortissement linéaire à l'amortissement dérogatoire peut donner lieu à une dotation dérogatoire

Une entreprise avait le droit par exemple de pratiquer un amortissement dérogatoire sur un bien et elle a choisi de pratiquer un amortissement linéaire (minimum obligatoire). Si cette entreprise décide de revenir à l'amortissement dérogatoire, une dotation dérogatoire peut être enregistrée

#### Exemple

Un outillage industriel a été acheté le 01/07/2004 pour un montant de 120 000 Euros HT. L'entreprise pratique un amortissement linéaire sur 5 ans. Le bien peut être amorti en dégressif, l'entreprise utilise donc cette possibilité. La différence entre l'amortissement linéaire et l'amortissement dégressif est inscrite dans un compte d'amortissement dérogatoire

Années	Amortissement dégressif	Linéaire	Dérogatoire	Reprise dérogatoire
9000	12000	21000	2004	
10650	24000	34650	2005	
1477.5		24000	22522.5	2006
3086.25		24000	20913.75	2007
3086.25		24000	20913.75	2008
12000		12000		2009

19650                      19650

Ecriture d'enregistrement 2004

D	C		
DAP		12000	681
Amortissement outillage		12000	281
D	C		
Dotation aux provisions réglementées	9000		687
145	Amortissement dérogatoire		9000

Ecritures d'amortissement à la fin de l'exercice 2007

D	C		
DAP		24000	681
281	Amortissement outillage		24000
D	C		
145	Amortissement dérogatoire	3086.25	
Reprise sur provision réglementées	787		3086.25

Extraits du compte résultat 2004\*

Charges

12000	681
9000	687

Total amortissement 21000

Bilan

Actif		Passif	
Matériel et outillage	120000	Amortissement dérogatoire	9000
Amortissement	- 12000 -		
Valeur nette comptable	108000		

Extraits du compte Bilan et du compte Résultat au 31/12/2007

Compte Résultat				Bilan		
Charges	Produits	Actif		Passif		
Matériel	120000	Amort dérogatoire	3086,25	787	24000	681
Amortissement	- 84000	15086 -				
Valeur nette comptable	36000					

Somme 84000 : 12000+24000+24000+24000

(Somme 15086 : 9000 + 10650 – Reprises (1477,5+3086,25

### Extraits du bilan et compte résultat 2009

Compte Résultat			Bilan	
	<u>Charges</u>	<u>Produits</u>	<u>Actif</u>	<u>Passif</u>
Matériel	120000	Amort dérogatoire	12000 787	12000 681
Amortissement	-120000	0 -		
Valeur nette comptable	0			

### Les amortissements différés

Les amortissements sont différés lorsque l'entreprise ne comptabilise pas une annuité d'amortissement durant un exercice

**Les amortissements sont régulièrement différés lorsque l'entreprise a déjà atteint le minimum d'amortissement linéaire obligatoire.** Elle peut ne comptabiliser aucun amortissement dans ce cas ou comptabiliser le minimum linéaire

### Les annuités irrégulièrement différées

Lorsque l'entreprise ne comptabilise pas l'annuité d'amortissement et en même temps le total des amortissements pratiqués est inférieur au linéaire, l'entreprise perd définitivement le droit de déduire l'amortissement qui n'a pas été pratiqué

### L'amortissement régulièrement différé

Les amortissements sont différés lorsque l'entreprise ne comptabilise pas une annuité d'amortissement durant un exercice

**Les amortissements sont régulièrement différés lorsque l'entreprise a déjà atteint le minimum d'amortissement linéaire obligatoire.** Elle peut ne comptabiliser aucun amortissement dans ce cas ou comptabiliser le minimum linéaire

### Les annuités irrégulièrement différées

Lorsque l'entreprise ne comptabilise pas l'annuité d'amortissement et en même temps le total des amortissements pratiqués est inférieur au linéaire, l'entreprise perd définitivement le droit de déduire l'amortissement qui n'a pas été pratiqué

; Il faut distinguer deux situations

L'entreprise est bénéficiaire pour l'exercice comptable où elle a différé l'amortissement, dans ce cas l'amortissement régulièrement différé est récupéré par étalement

L'entreprise est déficitaire, elle a le choix dans ce cas soit de récupérer immédiatement l'amortissement différé ou opérer un étalement comme la situation précédente

Il faut donc bâtir deux tableaux d'amortissement : l'amortissement pratiqué réellement enregistré e, comptabilité et le total d'amortissement linéaire obligatoire pour l'entreprise afin de comparer



**Exemple :** une entreprise a acheté le 16/1/ 2997 un matériel pour un prix de 180 000 Euros amorti en dégressif sur 8 ans (taux dégressif : linéaire X coefficient 2,25

	Année	Valeur d'origine	Amortissement	VNC
129375		50 625	180 000	2007
0		129375	2008	

: Amortissement linéaire minimal

21562	180 000	2007
22500	180000	2008

Même en oubliant l'amortissement en 2008, l'entreprise a atteint avec l'amortissement dégressif le minimum obligatoire linéaire puisque  $22500 + 21562 < 50\,625$

Il faut calculer l'amortissement dégressif qui aurait du être pratiqué normalement en 2008

Année	Valeur d'origine	Amortissement	VNC
129375	50 625	0000 18	2007
92988	36 386,72	129375	2008
66988	95 ,26152	92 988,28	2009
88 ,48 037	18 797,44	66835,32	2010
58 ,35 526	66 , 13510	88 ,48037	2011
23018	(35526/3) 11 509	35526,5	2012
11509	11509	23018	2013
0	11509	11509	2914

En 2007	Amortissement comptabilisé	50 625	déductible	Réintégration/ déduction
	En 2008			0

En 2009 reprise des amortissements 36386, 7  
 95 ,26152 +  
 soit 62 539, 67 36386,72 + 26 152,95

EN 2010		18797,44	26152,95	- 7355
2011		13510,66	18797,44	- 5286, 78
4503 -	16012	,11509		2012
4503 -	16012	11509		2013
4503 -	16012	11509		2014

Enregistrement comptable en 2009, l'entreprise enregistre l'amortissement de 2008 et 2009 mais l'amortissement de 2009 est à réintégrer (non déductible) , il sera déduit de façon extra comptable. (augmentation du bénéfice comptable de 26152

En 2009, l'entreprise commence à déduire l'amortissement de 2008 et puisqu'elle a enregistré en comptabilité 62 539, 67 et qu'elle ne peut déduire que l'annuité de 2008 soit 36 386, elle doit réintégrer de façon extra comptable l'annuité de 2009 soit 26 152 mais étant donné qu'en 2010, l'annuité inscrite en comptabilité de 18797,44 est inférieure à l'annuité de 2009, l'entreprise déduire de façon extra comptable la (différence comme charge supplémentaire (baisse du bénéfice comptable de 7355

Autrement dit, l'entreprise va récupérer l'annuité de 2009 sur plusieurs années : puisque  $7355 + 5286,78 + 4503 + 4503 + 4503 : 26152$

Situation 2 ; Exercice 2008 est déficitaire : l'entreprise pourra recourir à la méthode précédente ou déduire sans étalement l'annuité 2008, en 2009

Dans cette dernière situation

Valeur d'origine	Amortissement	2007
50625	180000	
2008		0
2009	129375	62 539
18797,44	2010	
66 ,13510	2011	
11509	2012	
11509	2013	
11509	2014	

#### Amortissement irrégulièrement différé

L'entreprise n'atteint pas le minimum linéaire obligatoire. Il s'agit d'une .contravention aux dispositions légales

#### Exemple

Un outillage industriel d'un prix de 15000 Euros HT a été acheté le 16/11/2004 (amortissable sur 5 ans en dégressif sur 5 ans) le comptable a omis d'enregistrer un amortissement en 2005

(Première annuité : $875 (15000 * 1/5 \text{ ans} * 2/12 \text{ mois} * 1.75$				
Année	Amortissement	Amortissement linéaire		
(jours $45/360 * 1/5 * 15000$ ) 375		875	2004	
3000	0		2005	
4068,75	2006			
3778	2007			
3778	2008			

En 2006

: L'annuité dégressive qui n'a pas été comptabilisée en 2005 est de  $4943,75 : 1,75 * 1/5 * 875 - 15000$

:La partie irrégulièrement différée ne peut plus être récupérée (minimum linéaire obligatoire jusqu'à fin 2005) – 875 : 2500) 3000 + 375

La partie régulièrement différée de 2005 : 4943 - 2500 : 2443 peut être récupéré plus tard

En 2005, l'entreprise peut comptabiliser un amortissement de VNC fin 2004) - 2500 (partie irrégulièrement différée) \* 1/5 \*) 14125 : 875 - 15000 1,75 soit 4068,75

En 2007 : la valeur nette comptable est de 12500 – 875 – 4068,75 : 7557/2 années : 3778. En 2008 : 3778

### **Les provisions**

Une provision est constituée provisoirement pour faire face soit à une dépréciation d'un élément de l'actif immobilisé qui n'est pas irréversible, soit à des risques et charges probables

: Il existe 3 catégories de provisions

Les provisions pour dépréciation d'un élément d'actif

Les provisions pour risques et charges

Les provisions réglementées

### **Les conditions de fond de déduction des provisions**

Les entreprises peuvent être tentées d'augmenter le montant des provisions pour amoindrir leur résultat

La loi exige que la provision **doit être nettement précisée** quant à son objet et évaluée de façon suffisante. Pour la dépréciation des stocks par exemple, la provision doit être comptabilisée par catégorie de produits

La provision doit couvrir une perte probable. La provision faite face à une simple éventualité n'est pas déductible. Ce n'est pas parce que la situation économique est mauvaise que l'entreprise doit déduire des provisions pour pertes (risque de ne pas vendre). A l'inverse on ne peut pas déduire une provision pour une perte certaine (il faut dans ce cas déduire une charge)

La provision doit concerner des circonstances liées à l'exercice comptable (avant la clôture de l'exercice comptable)

### **Conditions de fonds de déduction des provisions**

Pour être déductibles, les provisions doivent être constatées en comptabilité. Si une entreprise n'a pas comptabilisé une provision pour clients douteux (alors qu'il existe un risque de non recouvrement), elle commet une faute du point de vue comptable. Mais du point de vue fiscal, l'entreprise pourra comptabiliser une provision l'exercice suivant. Les provisions doivent être mentionnées sur un relevé spécial (2056 N). Si (l'entreprise ne respecte pas cette obligation, elle encourt de sanctions (amende

### **Reprise des provisions**

A la différence des amortissements qui ont un caractère définitif, les provisions ont un caractère provisoire. Soit la charge provisionnée se réalise (perte est définitive), soit

elle ne se réalise pas (la provision est devenue sans objet). Dans les deux cas, la provision doit être supprimée et rapportée au résultat comptable via une reprise ((produit au compte résultat

#### Déduction des principales provisions: provisions pour dépréciation d'actif

(Immobilisations amortissables : Pas de provision (amortissement

#### : Immobilisations non amortissables

Les éléments du fonds de commerce peuvent subir un risque de dévaluation  
((provision

#### Les titres de portefeuille

Les titres de portefeuille sont évalués différemment selon qu'il s'agit de titre de placement ou de titre de participation. Les titres de participation correspondent aux titres qui sont acquis en vue de prendre le contrôle d'une société (offre publique d'achat OPA, offre publique d'échange OPE). Il est rare qu'un entrepreneur individuel inscrive des titres de participation dans le bilan de son entreprise individuelle

Les titres de placement (actions, obligations) sont acquis par un individu en vue de tirer un bénéfice immédiat. Ces titres sont évalués selon le cours boursier du dernier mois de l'exercice. Les titres non cotés sont évalués à leur valeur probable de négociation. Lorsque la valeur des titres à l'inventaire est inférieure à leur valeur d'origine la plus value latente n'est pas comptabilisée (principe de prudence, interdiction de comptabiliser un produit probable). Par contre la plus value définitive est taxable

A l'inverse la moins value latente fait l'objet d'une provision comptable d'une provision pour dépréciation. Pour chaque catégorie de titres, il faut calculer la dépréciation éventuelle

Dans les entreprises relevant de l'impôt sur le revenu, les provisions constituées pour dévaluation des titres suivent le régime des moins values à long terme même si les titres sont détenus depuis moins de deux ans. La provision pour dépréciation des titres suit le régime des moins value à long terme. **Elle n'est pas déductible des résultats du point de vue fiscal.** Par contre, **la reprise de la provision est considérée comme une plus value à long terme**

La non déductibilité de la provision pour dépréciation s'applique également aux provisions pour dépréciation des titres de participation (même si c'est rare de les trouver au bilan d'une entreprise individuelle). La reprise de la provision s'analyse comme une plus value à long terme

#### Provision pour dépréciation des stocks

Si à la date de l'inventaire, le prix de vente des produits finis en stock ou les matières premières est inférieur à la valeur du marché. **On appelle cela l'évaluation au cours**

**du jour** c à d le prix auquel les produits seraient vendus sur le marché. L'entreprise doit pratiquer une provision pour dépréciation. Il en est de même pour les productions en cours qui sont évaluées selon leur coût de revient. Les méthodes d'évaluation permises sont le Coût moyen pondéré (CUMP) ou le FIFO. Le recours au LIFO est interdit

#### Provision pour stock

Lorsque le cours du marché des matières premières et produits finis, production en cours est inférieur au prix de revient, il convient de pratiquer une dépréciation. Cette provision doit être appréciée catégorie de produits par catégorie de produits

#### Provisions pour créances douteuses et pour créances litigieuses

Les entreprises peuvent par pessimisme pratiquer de généreuses provisions pour dépréciation. Lorsque le client a fait faillite, la créance est supprimée. Elle aboutit à une perte définitive pour l'entreprise

Pour les créances pour clients douteux (mauvaise situation du débiteur) ou les créances litigieuses (conflits avec le client), l'entreprise doit calculer des provisions. Pour les entreprises qui sont confrontées à un risque constant d'impayés, les statistiques peuvent les aider à déterminer le montant des provisions pour créance douteuse

#### Provision pour perte de changes latente

La provision pour perte de changes latente n'est pas déductible. Par contre la perte de changes est déduite de façon extracomptable de façon définitive à la fin de l'exercice

#### Provisions pour risques et charges

D'abord les provisions pour risques et charges doivent être distinguées des charges à payer. Il s'agit de dettes certaines dans leur principe et déterminées par leur montant. Ils ne sont pas encore susceptibles d'être réclamés par les créanciers (exp intérêts courus mais non échus)

Le conseil de la comptabilité définit les provisions pour risques et charges " il s'agit d'un passif dont le montant et l'échéance ne sont pas fixés de façon précise. Il s'agit de provision constituées pour faire face à accroissement du passif (dettes) suite à des événements qui ont survécu au cours d'un exercice (exemple un procès qui risque d'être perdu). La contrepartie (produits) attendus des relations avec les tiers doit être liée à l'exercice et non à un exercice ultérieur (sinon la provision n'est pas déductible) : provision pour procès avec un clients n'est déductible que si des ventes ont été réalisées avec ce client lors de l'exercice en cours

#### Provisions pour indemnités de licenciement

Les provisions pour indemnités de licenciement constituées en vue de faire face aux charges liées au licenciement pour motif économique ne sont pas déductibles. Licenciement pour motif personnel (faute du salariés, motif disciplinaire): la provision peut être déductible si la décision de licenciement est prise lors de l'exercice

### Provision pour départ à la retraite

Les salariés qui partent à la retraite reçoivent des indemnités de fin de carrière dont le montant varie en fonction de l'ancienneté. Les entreprises ne peuvent pratiquer des provisions pour ces dépenses

### Provisions pour congés payés

Les droits à congé s'acquièrent mois par mois au cours une période de référence qui va du 1/06/N au 31/05/N+1. L'indemnité de congés payés est égale à 1/10 de la rémunération totale

A la fin de l'exercice comptable ces charges sont pour l'entreprise des charges à payer. Du point de vue fiscal on les qualifie de provision qui sont déductibles. (article 39- 1 - (1 bis du code des impôts

### Les provisions réglementées

Ces provisions permettent en réalité à l'Etat de favoriser par une déduction fiscale totale ou partielle telle ou telle activité de l'entreprise

Ces provisions se distinguent des provisions pour dépréciation d'actif ou pour risques : et charges

Elles n'ont pas pour objet de faire face à la dépréciation d'un élément d'actif. Elles - sont créées en fonction de textes fiscaux. Ces provisions comme toutes les provisions doivent être reprises ultérieurement

### La provision pour hausse des prix -

A l'inventaire lorsque le cours du marché est inférieur au coût de revient l'entreprise doit pratiquer une provision pour dépréciation des stocks

Mais lorsque à l'inventaire le prix du marché (cours du jour) des matières premières ou produits fini est supérieur au prix des matières en stock, l'entreprise peut constituer une provision pour hausse des prix

### Conditions

Une provision ne peut être constituée que si la valeur des produits a augmenté de plus de 10% depuis la clôture de l'avant dernier exercice N- 2 ou depuis la clôture du (dernier exercice N -1 et la clôture de l'exercice (N

Variation

N - 2 ou N -1                       $N = + 10\%$

### Montant de la provision

On obtient le montant de la provision en multipliant la valeur du produit à l'inventaire N et 110% de la valeur du produit en N- 1 ou N-2 ainsi. Il faut après multiplier le résultat de cette variation par la quantité à l'exercice N

Si la provision a été calculée par rapport à la valeur des produits en N – 2, il faut imputer (soustraire de son montant) la provision qui a éventuellement été pratiquée en N - 1. Si la valeur du produit a baissé depuis la clôture du dernier exercice (N / N-2), la provision qui a été constituée avant (N- 1/N-2) n'est pas remise en cause

### Reprise de la provision pour hausse des prix

La déduction d'une provision pour hausse des prix est une aide fiscale qui a pour but d'aider une entreprise à reconstituer son stock

La provision peut être gardée au passif du bilan (capitaux propres) sous une rubrique spéciale afin de renseigner les tiers pendant une durée de 6 ans. Après ce délai elle doit être rapportée au résultat comptable (reprise). Ainsi une provision constituée en 2006 doit être rapportée au résultat de l'exercice 2012

### Exemple de provisions pour hausse de prix

: Soit un stock d'un produit donné dont l'inventaire fait ressortir les quantités suivantes

<u>Années</u>	<u>Quantités en stocks</u>	<u>1ere Hypothèse prix</u>	<u>2eme Hypothèse prix</u>	<u>3eme Hypothèse prix</u>	<u>4eme Hypothèse prix</u>
2002	700	150	150	210	160
2003	900	140	140	200	150
2004	1000	160	200	140	200
2005	1200	200	200	160	140

En 2004, les provisions ont été calculées par rapport à l'année 2003 (N-1) et non par rapport à (N -2) parce que la hausse de 10% a lieu entre 2003 et 2004 et non entre 2002 et 2004

### Hypothèse 1

Provision pour 2005: entre 2004 et 2005, il y a plus de 10% de différence de prix (160 -200) et entre 2005 et 2003 il y a également une variation supérieure à 10% (140 -200)

$$\text{Provision 2005} = (200 - (140 * 1.10) * 1200 = 55200$$

: L'entreprise a également constitué une provision en 2004 de 6000 :  $1000 * (1.10 * 140) - 160$

Il faut déduire cette provision de la provision constituée en 2005

La provision déductible en 2005 :  $55200 (2005/2003) - 6000 (2004/2003) : 49200$

### Hypothèse 2

$$\text{Année 2005/2003} : (200 - (140 * 1.1) * 1200 = 55\ 200$$

$$\text{Provision constituée en 2004/2003: } (200 - (140 * 1.1) * 1000 = 46000$$

$$\text{Provision déductible en 2005} : 55200 - 46000 : 9200$$

### Hypothèse 3

On ne peut constituer une provision en 2005 par rapport à 2003 puisque la valeur des produits en 2005 a baissé par rapport à 2003. On constitue donc une provision par rapport à 2004

En 2004 l'entreprise n'a pas constitué de provision par rapport à 2003 puisque les prix ont baissé en 2004 :  $(160 - (140 * 1.1)) * 1200 = 7200$

### Hypothèse 4

En 2005, l'entreprise ne peut constituer de provision par rapport à 2003. La provision pratiquée au titre en 2004 n'est pas remise en cause :  $(200 - (150 * 1.1)) * 1000 = 35000$